

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1957 Nr. 82

A. TITEL

*Briefwisseling tussen de Nederlandse en de Italiaanse Regering inzake
terugbetaling en aflossing;
Parijs, 29 juni 1956*

B. TEKST

Nr. I

RAPPRESENTANZA ITALIANA
PRESSO
L'ORGANIZZAZIONE EUROPEA
PER LA COOPERAZIONE ECONOMICA

Paris, le 29 juin 1956.

Monsieur le Ministre,

Me référant aux conversations qui ont eu lieu entre nos deux Délégations, j'ai l'honneur de vous informer que, dans le cadre des décisions du Conseil de l'O.E.C.E. relatives à la réconduction de l'Union Européenne de Paiements après le 30 Juin 1956, mon Gouvernement est prêt à accepter un arrangement de consolidation, couvrant u/c 30 millions de la dette italienne à l'égard de l'Union Européenne de Paiements et u/c 30 millions de la créance des Pays-Bas sur l'Union.

2. (a) 25 % de ce montant de u/c 30 millions, soit u/c 7,5 millions sera payé par l'Ufficio Italiano dei Cambi à la Nederlandsche Bank en or ou en dollars à la date de valeur des opérations du mois de juin 1956.
- (b) Les positions de l'Italie et des Pays-Bas dans l'Union seront réduites conformément aux principes établis par le Conseil de l'O.E.C.E.
3. (a) 75 % restant du montant de u/c 30 millions, soit u/c 22,5 millions, sera remboursé en or ou en dollars à partir du

1er juillet 1956, à terme échu, par tranches trimestrielles égales, sur une période de 6 ans, chaque tranche s'élevant à u/c $\frac{22,5 \text{ millions}}{4 \times 6}$.

- (b) Les positions de l'Italie et des Pays-Bas dans l'Union seront ajustées à chaque échéance par les soins de l'Agent auquel la Nederlandsche Bank et l'Ufficio Italiano del Cambi signaleront les paiements effectués.
- (c) Pendant la durée de l'Union ces paiements seront effectués aux dates de valeur pour les opérations du mois au terme duquel les échéances sont dues.

4. Après la liquidation de l'Union, les remboursements s'effectueront, à terme échu, par tranches semestrielles égales, en florins néerlandais ou en d'autres monnaies agréées par les deux Pays intéressés, hors de tout système réglementé de paiements, dans le délai prévu.

5. A chaque échéance visée au paragraphe 3 (a), l'Italie aura la faculté de se libérer par anticipation de tout ou partie du solde non encore remboursé.

6. Lors de la liquidation de l'Union, la dette bilatérale italienne à l'égard des Pays-Bas sera calculée en application des règles de l'Annexe B de l'Accord du 19 septembre 1950 sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements.

Les calculs effectués en application de ces règles pourront toutefois révéler une dette bilatérale supérieure ou inférieure au solde non remboursé de la dette consolidée. Dans ces cas, on procédera de la manière suivante:

- (a) si la dette bilatérale est *inférieure* au solde non remboursé de la dette consolidée, l'Italie pourra à son choix:
 - soit régler le montant de la dette bilatérale par les tranches semestrielles prévues au paragraphe 4 jusqu'à extinction de cette dette,
 - soit régler le dit montant en tranches semestrielles égales échelonnées sur la période d'amortissement restant à courir aux termes du paragraphe 3(a).
 - (b) Si la dette bilatérale est *supérieure* au solde non remboursé de la dette consolidée l'Italie réglera ce dernier solde dans les délais prévus et réglera la différence entre les deux montants conformément aux règles de l'Annexe B de l'Accord du 19 septembre 1950 mentionné ci-dessus.
7. Dès la liquidation de l'Union:
- (a) la dette qui reste à régler dans le cadre du présent arrangement sera exprimée en florins néerlandais, selon la

parité de cette monnaie en vigueur pour la dernière opération de l'Union;

- (b) l'Italie remettra aux Pays-Bas, en représentation de la dette définie au sous-paragraphe (a) ci-dessus, des billets à ordre de l'Ufficio Italiano dei Cambi ou bien, selon une entente à intervenir entre les deux Pays, des bons émis par l'Istituto Centrale per il Credito a medio termine a favore delle medie e piccole industrie (Mediocredito) au profit des Pays-Bas. Ces valeurs seront libellées et payables en florins néerlandais. Elles seront divisées en coupures du montant demandé par la Nederlandsche Bank et dont le total, pour chacune des semestrialités à courir, sera égal au montant de cette semestrialité. Chaque valeur portera mention de la date d'échéance et sera munie de coupons pour les intérêts.
- (c) Les valeurs ci-dessus mentionnées porteront un intérêt au taux de $3\frac{1}{4}$ % l'an. Les intérêts seront calculés et payés semestriellement à terme échu ou par fraction de semestre pour autant que la liquidation de l'Union ne s'effectue pas à la fin d'un semestre; le paiement sera effectué en florins néerlandais hors de tout système réglementé de paiements;
- (d) les valeurs seront mobilisables sur le marché néerlandais et sur les marchés étrangers; elles pourront être escomptées, données en gage ou en nantissement;
- (e) il reste entendu que le Gouvernement italien sera libéré par le versement des échéances d'intérêt et d'amortissement à la Nederlandsche Bank; les valeurs porteront une mention à cet égard.
- (f) à partir de la liquidation de l'Union tout remboursement anticipé sera subordonné à l'accord des deux Gouvernements.

8. Si la dette définie au paragraphe précédent est représentée par des titres „Mediocredito”, l'opération mentionnée au dit paragraphe sera assortie des garanties suivantes:

- (a) garantie donnée par le Gouvernement italien aux termes de l'article 21 de la Loi du 25 juillet 1952 n. 949;
- (b) garantie de transfert donnée par l'Ufficio Italiano dei Cambi.

En plus, l'Ufficio Italiano dei Cambi remettra aux Autorités néerlandaises les documents suivants:

- Acte notarié des délibérations du Conseil d'Administration de „Mediocredito”;

- Décret de garantie du Ministre du Trésor, enregistré par la Cour des Comptes;
- Lettre de l'Ufficio Italiano dei Cambi contenant la garantie de transfert des sommes dues à titre d'amortissement et d'intérêts.

9. Si pendant la durée de l'Union les positions respectives de l'Italie et/ou des Pays-Bas vis-à-vis de l'Union venaient à s'intervertir, les parties contractantes conviendront des mesures à prendre au sujet des remboursements encore dus.

10. Si à une date quelconque avant la liquidation de l'Union l'une des parties contractantes ou les deux se retirent de l'Union, il sera fait application des dispositions prévues par le présent arrangement en cas de liquidation.

11. La Nederlandsche Bank et l'Ufficio Italiano dei Cambi sont chargés de l'application des dispositions précédentes et en détermineront de commun accord les modalités d'exécution pour autant que celles-ci ne sont pas mentionnées ci-dessus.

Si le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas accepte les dispositions qui précèdent, j'ai l'honneur de proposer que la présente lettre et votre réponse affirmative soient considérées comme constituant un accord intervenu entre nos deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur immédiatement.

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(s.) G. COSMELLI

Monsieur le Ministre Plénipotentiaire

Dr. J. C. Kruisheer

Chef de la Section O.E.C.E. de la Mission

Permanente auprès de l'O.E.C.E. et de l'O.T.A.N.

des Pays-Bas

Paris

Nr. II

Paris, le 29 juin 1956

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date du 29 juin 1956, vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

(zoals in Nr. I)

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas accepte les dispositions qui précèdent et considère votre

lettre et la présente réponse comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur immédiatement. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas le présent accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute considération.

(s.) J. C. KRUISHEER

Son Excellence M. F.G. Cosmelli

Ambassadeur

Chef de la Délégation Italienne auprès

de l'Organisation Européenne de Coopération Economique

à Paris

C. VERTALING

Nr. I

ITALIAANSE VERTEGENWOORDIGING BIJ DE
ORGANISATIE VOOR EUROPESE ECONOMISCHE
SAMENWERKING

Parijs, 29 juni 1956

Excellentie,

Met verwijzing naar de besprekingen die tussen onze beide delegaties hebben plaatsgevonden, heb ik de eer U mede te delen dat in het kader van de besluiten van de Raad van de O.E.E.S. met betrekking tot de verlenging van de Europese Betalings Unie na 30 juni 1956, mijn Regering bereid is een consolidatieregeling te aanvaarden betreffende 30 miljoen rekeneenheden van de Italiaanse schuld jegens de Europese Betalings Unie en 30 miljoen rekeneenheden van de vordering van Nederland op de Unie.

2. (a) 25 % van dit bedrag van 30 miljoen rekeneenheden, zijnde 7,5 miljoen rekeneenheden, wordt door het „Ufficio Italiano dei Cambi” aan de Nederlandsche Bank in goud of in dollars betaald op de vervaldag van de operaties over de maand juni 1956.
- (b) De posities van Italië en Nederland in de Unie worden verminderd overeenkomstig de beginselen vastgesteld door de Raad van de O.E.E.S.
3. (a) De overige 75 % van het bedrag van 30 miljoen, zijnde 22,5 miljoen rekeneenheden, wordt terugbetaald in goud of in dollars vanaf 1 juli 1956 over een tijdvak van 6 jaar in

gelijke termijnen, welke aan het eind van iedere drie maanden vervallen; elke termijn beloopt

$\frac{22,5 \text{ miljoen}}{4 \times 6}$ rekeneenheden.

- (b) De posities van Italië en Nederland in de Unie worden op elke vervaldag dienovereenkomstig gewijzigd door toedoen van de Agent, aan wie de Nederlandsche Bank en het „Ufficio Italiano dei Cambi” de verrichte betalingen mededelen.
- (c) Gedurende het bestaan van de Unie worden deze betalingen verricht op de vervaldata voor de operaties over de maand aan het eind waarvan de termijnen vervallen.

4. Na de ontbinding van de Unie vinden binnen de overeengekomen periode de terugbetalingen plaats buiten elk betalingssysteem om in Nederlandse guldens of in door de beide betrokken landen overeengekomen andere valuta's in gelijke termijnen, welke aan het eind van iedere zes maanden vervallen.

5. Op iedere vervaldag als voorzien in paragraaf 3 (a) heeft Italië de bevoegdheid de gehele nog uitstaande schuld of een deel daarvan vervroegd terug te betalen.

6. Bij de ontbinding van de Unie wordt de tweezijdige schuld van Italië aan Nederland berekend volgens de bepalingen van Bijlage B bij het Verdrag van 19 september 1950 inzake oprichting ener Europese Betalings Unie.

De overeenkomstig deze bepalingen uitgevoerde berekeningen kunnen leiden tot een tweezijdige schuld welke groter of kleiner is dan het nog uitstaande gedeelte van de geconsolideerde schuld. In deze gevallen wordt als volgt te werk gegaan:

- (a) Indien de tweezijdige schuld *kleiner* is dan het niet terugbetaalde deel van de geconsolideerde schuld kan Italië naar keuze:
- hetzij het bedrag van de bilaterale schuld betalen in de halfjaarlijkse termijnen bedoeld in paragraaf 4 totdat deze schuld is afgelost,
 - hetzij het genoemde bedrag betalen ins gelijke halfjaarlijkse termijnen, verdeeld over de nog resterende aflossingsperiode in de zin van paragraaf 3 (a).
- (b) Indien de tweezijdige schuld *groter* is dan het niet terugbetaalde deel van de geconsolideerde schuld betaalt Italië laatstgenoemd saldo in de overeengekomen periode en treft het voor het verschil tussen beide bedragen een regeling overeenkomstig de bepalingen van Bijlage B bij het boven genoemde Verdrag van 19 september 1950.

7. Vanaf de ontbinding van de Unie:

- (a) wordt de schuld die in het kader van de onderhavige regeling nog te vereffenen blijft, uitgedrukt in Nederlandse guldens volgens de pariteit welke voor deze valuta van kracht is bij de laatste operatie van de Unie;
- (b) verstrekt Italië ter vastlegging van de schuld omschreven in voorgaande paragraaf (a) aan Nederland promessen van het „Ufficio Italiano dei Cambi” of wel, volgens een tussen de beide landen te treffen regeling, schuldbekentnissen uitgegeven door het „Istituto Centrale per il Credito a medio termine a favore delle medie e piccole industrie” (Mediocredito) ten gunste van Nederland. Dit waardepapier luidt en is betaalbaar in Nederlandse guldens. Dit wordt verdeeld in coupures van door de Nederlandsche Bank gevraagde bedragen waarvan het totaal voor elk der nog lopende halfjaarlijkse termijnen, gelijk is aan het bedrag van deze halfjaarlijkse termijn. Op elk waardepapier wordt de vervaldatum vermeld en het wordt voorzien van interest-coupons.
- (c) Het bovengenoemde waardepapier draagt een interest van $3\frac{1}{2}$ % 's jaars. De rente wordt berekend en betaald aan het eind van elk halfjaar of aan het eind van een gedeelte daarvan voorzover de ontbinding van de Unie niet plaatsvindt aan het eind van een halfjaar; de betaling vindt plaats in Nederlandse guldens buiten elk betalingsstelsel om;
- (d) het waardepapier is verhandelbaar op de Nederlandse markt en op de buitenlandse markten; het kan worden verdisconteerd, in onderpand worden gegeven of als waarborg worden verstrekt.
- (e) het is wel verstaan dat de Italiaanse Regering aan haar verplichtingen heeft voldaan door de betaling van de vervallen interesten en aflossingen aan de Nederlandsche Bank; een daartoe strekkende mededeling wordt op het waardepapier opgenomen.
- (f) vanaf de ontbinding van de Unie is elke vervroegde terugbetaling onderworpen aan de overeenstemming tussen de beide Regeringen.

8. Indien de in de vorige paragraaf omschreven schuld wordt vastgelegd in obligaties van „Mediocredito” wordt de operatie volgens genoemde paragraaf van de volgende garanties vergezeld:

- (a) garantie, verstrekt door de Italiaanse Regering in de zin van artikel 21 van de Wet van 25 juli 1952, Nr. 949;

(b) transferegarantie, verstrekt door het „Ufficio Italiano dei Cambi”.

Bovendien verstrekt het „Ufficio Italiano dei Cambi” aan de Nederlandse autoriteiten de volgende documenten:

- Notariële acte van de besluiten van de Raad van Bestuur van „Mediocredito”;
- Garantiebesluit van de Minister van de Schatkist, ingeschreven door het Rekenhof;
- Brief van het „Ufficio Italiano dei Cambi” bevattende de transferegarantie van de bedragen verschuldigd wegens aflossing en interesten.

9. Indien gedurende het bestaan van de Unie de onderscheidene posities van Italië en/of Nederland ten opzichte van de Unie in hun tegendeel zouden komen te verkeren, komen de overeenkomstsluitende partijen de maatregelen overeen die moeten worden genomen terzake van de nog verschuldigde terugbetalingen.

10. Indien op een datum vóór de ontbinding van de Unie een of beide partijen uit de Unie treden, zullen de bepalingen die in de onderhavige overeenkomst voorzien zijn voor het geval van ontbinding, van toepassing zijn.

11. De Nederlandsche Bank en het „Ufficio Italiano dei Cambi” worden belast met de toepassing van de voorgaande bepalingen en stellen in onderling overleg de wijze van uitvoering vast voorzover deze niet hierboven is vermeld.

Indien de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden de voorgaande bepalingen aanvaardt, heb ik de eer voor te stellen, dat de onderhavige brief en Uw bevestigend antwoord worden beschouwd een overeenkomst tussen beide Regeringen te vormen, welke onmiddellijk in werking treedt.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft geldt de onderhavige overeenkomst slechts voor het Rijk in Europa.

Gelief, Mijnheer de Minister, de verzekering mijner bijzondere hoogachting te aanvaarden.

(w.g.) G. COSMELLI.

*De Heer Gevolmachtigd Minister
Dr. J. C. Kruisheer,
Hoofd van de Afdeling O.E.E.S. van de
Permanente Nederlandse Vertegenwoordiging
bij de O.E.E.S. en de N.A.V.O.,
Parijs.*

Nr. II

Parijs, 29 juni 1956

Excellentie,

Bij Uw brief van 29 juni 1956 heeft U mij het volgende medegedeeld:

(zoals in Nr. I)

Ik heb de eer U te bevestigen, dat de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden de voorgaande bepalingen aanvaardt en Uw brief en dit antwoord beschouwt een overeenkomst tussen onze beide Regeringen te vormen, welke onmiddellijk in werking treedt. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft geldt de onderhavige overeenkomst slechts voor het Rijk in Europa.

Gelief, Mijnheer de Ambassadeur, de verzekering mijner bijzondere hoogachting te aanvaarden.

(w.g.) J. C. KRUISHEER

*Zijne Excellentie de Heer F. G. Cosmelli,
Ambassadeur,
Hoofd van de Italiaanse Delegatie bij de
Organisatie voor Europese Economische
Samenwerking
te Parijs*

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de in deze nota's vervatte overeenkomst zijn ingevolge het terzake in het slot van beide nota's gestelde op 29 juni 1956 in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft geldt de overeenkomst op grond van het te zelfder plaatse gestelde slechts voor Nederland.

J. GEGEVENS

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in de paragrafen 1 en 2 (b) van de eerste nota wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 april 1948, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Stb.* I 484.

De Europese Betalings Unie, waarnaar in paragraaf 1 en elders in de eerste nota wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 19 september 1950, waarvan de tekst zoals die is gewijzigd en aangevuld tot op 1 april 1953, is opgenomen in *Trb.* 1953, 40; zie ook *Trb.* 1956, 59.

Uitgegeven de negentiende juni 1957.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
W. DREES.